$ 0.50

décembre '78
No. 34

# Chili-Québec informations

## AU CHILI

### UNE NOUVELLE FORME DE RÉPRESSION: DES ÉLECTIONS SYNDICALES !

## NICARAGUA: ENTRACTE OU TOMBÉE DE RIDEAU ?

## entrevue entrevue entrevue DE RETOUR DU CHILI

# NOUVELLES BRÈVES DU CHILI

## Une nouvelle forme de répression: DES ELECTIONS SYNDICALES

Notre "*plus grand quotidien français d'Amérique*" nous apprend à la fin du mois d'octobre, dans sa chronique "Dépêches", que des élections syndicales auront lieu au Chili" afin de renouveler les directions syndicales des entreprises des secteurs privés" et qu'un "décret-loi a été approuvé accordant à tous les travailleurs la liberté d'affiliation à un organisme syndical de leur choix". Pourquoi ces élections? Qu'est-ce que ce décret?

Le 25 octobre, sous le titre "Plainte de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) contre le Chili" on apprend que 7 syndicats ont été interdits.

Le 30 octobre, *La Presse* précise son information : les élections ne concernent plus que 3.5 millions de travailleurs et en vertu du décret "les personnes ayant milité au sein d'un groupe politique au cours de la dernière décennie ne peuvent présenter leur candidature".

Enfin le 1er novembre, on apprenait que seulement 13 o/o des 3.5 millions ont participé aux élections syndicales pour choisir leurs dirigeants. Qu'est-ce qu'il faut y comprendre?

### AUTOMNE '78 : MONTEE DES LUTTES OUVRIERES

Le mouvement gréviste et revendicatif a été particulièrement fort durant les mois d'août et septembre. La répression s'est amplifiée aussi. Le nombre de détentions a doublé en août par rapport à juillet. Il en a été de même du mois de septembre par rapport au mois d'août. A la suite du mouvement de grève à la mine de Chuquicamata, 75 mineurs sont envoyés en détention dans des lieux inhospitaliers de plus de 4,000 mètres d'altitude où la température varie en 24 heures de -10 C à plus 30 C.

- Le 8 septembre, 8 dirigeants du Syndicat de la Fabrique de Paños Bellavista-Tomé de la province de Conception, sont arrêtés. A la suite d'une manifestation étudiante en solidarité au peuple nicaraguayen, 12 étudiants sont arrêtés parce qu'ils tentent selon la Junte d'abattre le régime.

# NOUVELLES

-Le 9 septembre, 50 membres de la communauté chrétienne du quartier de Conchali (Santiago) sont arrêtés sous l'accusation d'être membres du Front Anti-Fasciste. Dix ouvriers d'une entreprise de chaussure de Santiago, AYCAGUEN, sont envoyés au régiment Tacua où ils sont battus et menacés de mort et où on leur apprend qu'ils ont perdus leurs emplois.

-Le 2 octobre, un groupe de camionneurs de la Cie Cervicenos Unidas (CCU), commence une grève après que la Cie a interdit l'entrée de l'usine à 20 camionneurs dont 6 dirigeants syndicaux. Suite au refus des 20 camionneurs de quitter les lieux, les forces spéciales de la police interviennent dans la soirée. Les grévistes portent des pancartes avec le slogan "Renvoyés pour avoir réclamer nos droits syndicaux".

-Le 2 octobre, à l'usine Textil Panal, un "mouvement de nourriture" commence ; il consiste à boycotter la cafétéria. Le mouvement proteste contre les lenteurs des discussions dont font l'objet leurs revendications économiques.

-Le 3 octobre, la Fédération industrielle d'édification et métaux de la construction sollicite une entrevue auprès du ministre du travail pour analyser "les inquiétudes des travailleurs concernant les très bas salaires qui sont gagnés dans la construction", dont les nouveaux taux ont été fixés le 4 juillet passé par la commission Tripartite. De plus, avec la fin des travaux de la ligne no 2 du métro, plus de 3,000 travailleurs seront mis à pied. Les travailleurs veulent enfin faire connaître les abus des entrepreneurs qui ont annulé leurs contrats pour appliquer le nouveau décret 2200.

-Le 7 octobre, le président de la Confédération des employés particuliers à Federico Mujica rencontre le ministre du Travail, Vasco Costa, pour discuter le problème de réduction du personnel de l'IANSA. Le secrétaire d'Etat promet de parler de cet aspect avec le ministre de l'Economie pour chercher une solution.

-Le 16 octobre, les travailleurs de la construction obtiennent 17 o/o d'augmentation avec l'accord tripartite intervenu la semaine précédente, avec effet rétroactif au 1er juillet.

Ce ne sont là que quelques exemples de l'amplification des luttes ouvrières. Le gouvernement doit réagir, rapidement et durement. La Junte énonce une nouvelle politique ouvrière. Dans un premier temps, elle frappe les organisations syndicales puis par des élections, elle met sur pied une nouvelle structure syndicale à sa mesure. C'est de cet aspect seulement de la réalité dont on aura entendu parler dans nos journaux.

## LA POLITIQUE OUVRIERE DE LA JUNTE

-Le 18 octobre, lors de la cérémonie anniversaire du Secrétariat national de la femme, le général Augusto Pinochet déclare que le gouvernement "continue d'exercer son autorité vigoureusement, sans jamais renoncer au suprême mandat que l'histoire et la volonté populaire lui ont imposé, encore moins en octroyant des concessions au petit groupe de mineurs qui manoeuvrent désespérément pour nous empêcher d'atteindre nos objectifs, pour porter atteinte à la grandeur et à la prospérité de notre pays chéri".

"Au Chili, on respecte les droits de l'homme"

# NOUVELLES

-Le 20 octobre 1978, 3 décrets-loi sont publiés dans le Quotidien Officiel. Le Décret-loi 2345 accorde des moyens extra-ordinaires au ministre de l'Intérieur pour déplacer les fonctionnaires de l'administration publique sans aucune forme de procès.

Le D-L 2346 dissout et déclare illégales 7 associations qui regroupent 529 syndicats parce qu'elles sont clairement d'intention marxiste et qu'elles sont contraires à l'ordre public et à la sécurité de l'Etat."

La mesure affecte les organisations syndicales suivantes : la Confédération nationale paysanne et indigène "Ranquil", la Confédération nationale Unité ouvrière-paysanne (UOC), la Fédération nationale des syndicats de la métallurgie (FENSIMET), le Syndicat professionnel des ouvriers de la construction, la Fédération nationale du textile et du vêtement (FENATEX), la Fédération industrielle de l'édification, bois et construction (FIEMC) et la Fédération industrielle nationale minière (FINM). Ces organisations représentent plus de 300,000 travailleurs. Dans l'article 3 du décret-loi, on y lit que "de plus sont déclarées dissoutes les organisations syndicales qui y sont affiliées".

Le D-L 2347 déclare illégales les activités "de personnes et organisations qui, sans avoir aucune personnalité juridique, assume la représentation des travailleurs devant les autorités et organismes publics et privés".

Conformément à cette mesure, 35 organisations et groupes syndicaux sont hors-la-loi, leurs dirigeants sujets à des sanctions. Parmi ces 35 organisations nous retrouvons le Front du travail (René Saltoléchio) ; la Coordination nationale syndicale (Manuel Bustos) ; le Groupe des dix ; le Fut ; le Commando national du pétrole ; la Fédération nationale des boulangers ; les Zones syndicales de la Confédération des travailleurs du cuivre ; Union des syndicats des travailleurs du papier ; L'Union des ouvriers municipaux ; la Confédération des travailleurs de l'alimentation et des boissons, etc...

-Le 24 octobre par ordre du Ministre du travail, les comptes bancaires des syndicats, affiliés aux 7 organisations syndicales dissoutes, sont suspendus.

-Le 25 octobre, le ministre du travail confie au Ministre des terres et de la colonisation la gestion des comptes bancaires.

-Le 27 octobre, le Ministre du travail annonce des élections syndicales dans le secteur privé comme un pas vers la nouvelle institutionnalisation syndicale. Dans son discours dont les thèmes sont la "restauration de la dignité du travail, la reconnaissance de la liberté de syndicalisation, l'autonomie des groupes intermédiaires entre l'homme et l'Etat", il insiste sur la nécessité d'harmoniser les intérêts légitimes des travailleurs à ceux du bien commun, en refusant d'encourager les antagonismes sociaux pour plutôt trouver les solutions aux conflits sociaux par des moyens pacifiques et équitables. Il ajoute que toutes ces mesures d'ouverture sont rendues possibles "grâce au succès du gouvernement et du peuple chilien pour se sortir des effets de la décomposition sociale et de la ruine économique héritées des gouvernements antérieurs". Il termine son discours en se montrant confiant "que le travailleur chilien voudra faire montre en cette occasion de la maturité qui a rehaussé le prestige de notre patrie dans le monde entier".

Le décret-loi qui est publié le 28 octobre dans le Quotidien Officiel, réglemente les élections syndicales du 31 octobre '78.

Art. 1- le décret-loi accorde la liberté d'affiliation ou de non-affiliation à chaque travailleur.

Art. 2- les syndicats de métiers ou d'industries disparaissent pour laisser la place à un "syndicat de travailleurs" dans chaque entreprise ou exploitation agricole.

Art. 3- pour constituer un syndicat, il faut qu'au moins 30 o/o des employés en manifeste le désir et qu'il soit constitué d'au moins 25 travailleurs permanents.

Art. 4- pour être dirigeant syndical, le travailleur aura 21 ans révolus, 5 années d'ancienneté dans le syndicat, et n'avoir eu aucune activité politique durant les 10 dernières années. (avoir fait de l'action politique et militer dans un groupe politique ce n'est exactement la même chose).

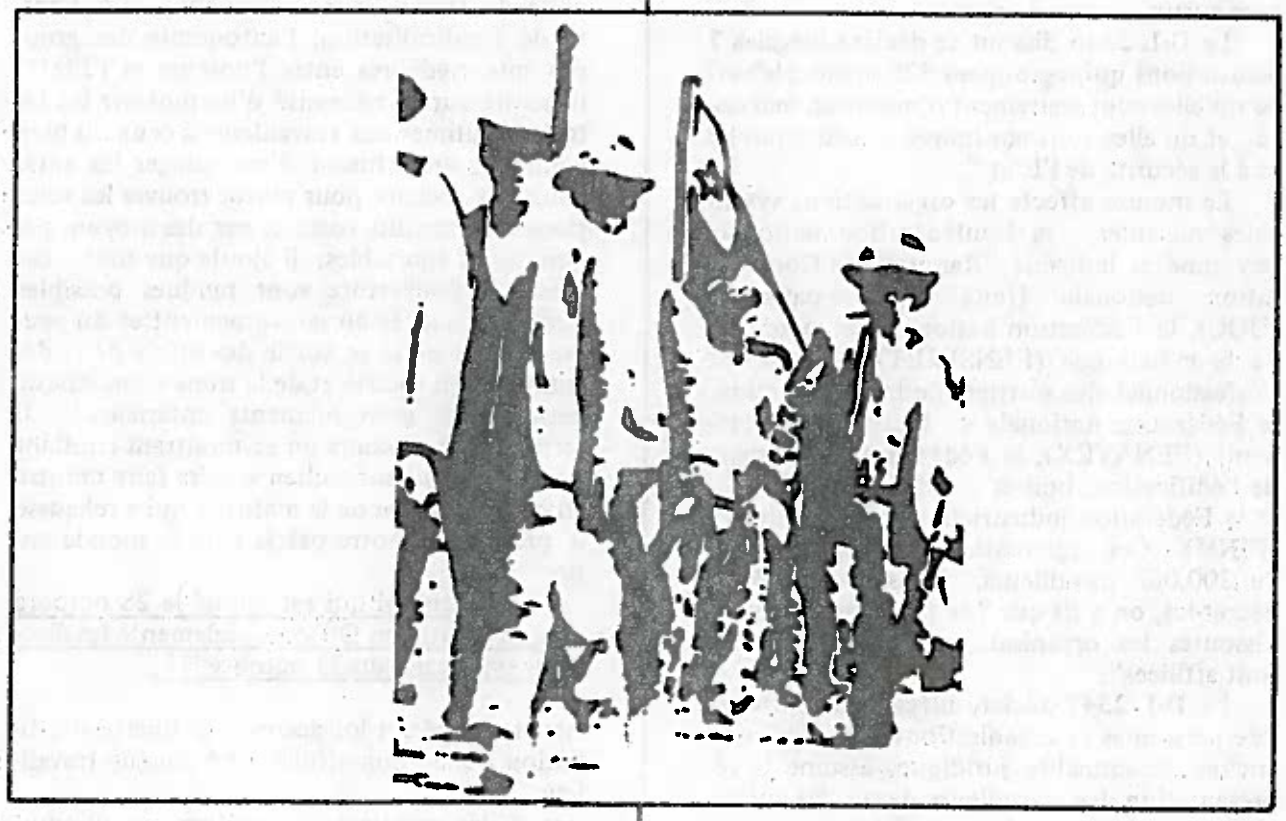
Art. 11- pourront voter les travailleurs qui sont inscrits au syndicat depuis 2 ans.

De plus les dirigeants élus pour une durée de 4 ans ont 5 jours pour faire savoir à la Direction du Travail la manière qu'ils rempliront leurs charges.

Pour participer à de futures négociations

collectives, on exige le remplacement des directions actuelles. Les directions actuelles ne peuvent être réélues.

Faut-il s'étonner maintenant que seulement 13 o/o des travailleurs ont participé aux "élections" ?



# le fil des événements

## DE RETOUR DU CHILI

**Q. Tu reviens d'un séjour au Chili. Quand y étais-tu plus précisément ?**
*R. J'y ai passé 15 jours en juillet. J'ai vécu* dans un quartier ouvrier de la banlieue de Santiago.

---

**Q. Tu arrivais peu après la fin de la grève de la faim dont on a entendu beaucoup parler ici (c.f. Bulletin de septembre). As-tu eu d'autres échos de cette grève ?**
*R. Ah oui ! C'était un événement encore très* présent ! Par exemple, à ma descente de l'avion à Santiago *des amis sont venus me chercher et m'ont amenée dans leur quartier où il y avait une fête organisée en l'honneur de ceux qui ont fait la grève de la faim. J'ai constaté que les Chiliens qui avaient participé à cette grève avaient développé beaucoup d'imagination sur le plan culturel. Par exemple, ils avaient composé des chants et des poèmes pour illustrer ce qu'ils avaient vécu pendant la grève. Ils avaient également trouvé des mots pour accompagner la Cueka Chilena (danse folklorique du pays). Le climat de cette rencontre en était un de protestation et de solidarité.*

---

**Q. Que disaient leurs chansons ?**
*R. Certaines rapportaient la situation de l'Organisation des familles de disparus, que celle-ci avait continuellement réclamé la vérité au sujet de leurs disparus et que leur geste constituait une dénonciation publique. D'autres rappelaient que pendant la grève de la faim, ils avaient connu la solidarité entre eux et reçu un soutien international.*

---

**Q. Quels sont pour eux les acquis et les erreurs ?**
*R. Dans les quartiers populaires, dans le monde ouvrier et parmi les gens qui étaient directement concernés par le problème des disparus, la grève de la faim a marqué un moment intense de solidarité. Ça c'est un premier acquis. Un autre aspect positif, c'est que cette grève a été véritablement initiée par les parents des disparus et soutenue par des éléments de la Gauche. L'Association des familles avait élu dès le début un groupe de représentants qui devaient diriger la grève au niveau national. C'était un acte politique. La Démocratie chrétienne et le Vicariat de Solidarité ne servaient pas d'intermédiaires. C'était une démarche politique nouvelle.*

*Par ailleurs, l'ensemble des chiliens reconnaissent comme une erreur grave le fait que le Cardinal Enriquez ait repris à son compte le dénouement de la grève de la faim. Pour eux maintenant il est devenu très clair que lorsqu'une organisation du peuple prend l'initiative d'une action, elle doit la conduire jusqu'au bout de façon autonome.*

---

**Q. Considèrent-ils finalement le dénouement de la grève comme un échec ?**
*R. Oui, ils considèrent que c'est un échec. Cette expérience leur aura quand même appris que le pouvoir que l'Eglise prétendait avoir face à la Junte militaire est pauvre. J'aimerais souligner aussi que la grève de la faim a donné*

une force nouvelle à l'Association des familles *de disparus et à ceux qui participent à la Résistance. Elle a permis de faire connaître la réalité des disparus au monde entier. Elle a entraîné de très nombreux actes de solidarité au plan international.*

---

**Q. Et à l'intérieur du Chili, quel impact cela a-t-il eu ?**

*R. Ce qui est vrai du monde entier est encore plus à l'intérieur du Chili. La bourgeoisie chilienne qui avait toujors nié la réalité des disparus a été obligée de s'affronter à un geste public et a été obligée de reconnaître ce qu'elle niait. Les luttes inter-bourgeoises s'en sont vues accentuées. C'est à cette période par exemple que s'est accentué l'affrontement entre le général Leigh et le général Pinochet. Affrontement qui s'est terminé par le renvoi de Leigh. On sait que ce dernier voulait absolument que des réponses soient données sur le sort des disparus tandis que Pinochet n'avait aucunement l'intention de donner suite à ses promesses... Finalement cette grève de la faim a rappelé au monde entier le vrai visage de la Junte.*

---

**Q. Ceux qui ont vraiment participé à la grève de la faim ont-ils eu à subir une forme quelconque de répression après que tout soit terminé ? Et que font-ils maintenant ?**

*R. Les familles qui ont participé à la grève de la faim ont toutes été visitées et interrogées par les services policiers. Ce qui est plus tragique, c'est que lorsque les gens se sont présentés au travail, ils ont tous été congédiés.* Ils sont maintenant dans une situation économique *extrêmement difficile.*

*"Il était une fois du thé, du sucre, de la farine, du riz, des pommes de terre, de la viande, du café..."*
*CEAL INFORMATIONS BRUXELLES*

---

*Après la fin de la grève, le général Pinochet leur avait proposé la solution de la "mort prétendue". En d'autres mots, il leur proposait de déclarer officiellement que tous les disparus étaient morts. Cette solution avait l'avantage selon lui de régler les problèmes de succession et les problèmes familiaux. L'Association des familles de disparus en protestation à cette proposition sinistre a fait une nouvelle manifestation au mois d'août.*

---

**Q. Est-ce possible qu'ils entreprennent une autre grève ?**

*R. Les familles de disparus ont déjà voulu en faire une autre. Elles avaient même repris les mêmes locaux. Mais les Vicaires Généraux (l'équivalent de nos évêques) qui dirigent chacun une zone ecclésiastique, leur ont dit que la grève ne devait pas recommencer et qu'ils ne pouvaient compter d'aucune manière sur leur appui. Comme la plupart des groupes se logaient dans les églises, les familles ont dû abandonner momentanément leur action faute* de locaux et d'appuis techniques.

*Dans la déclaration officielle émise le 9 novembre dernier (Cf. Annexe pour le texte original), le Comité permanent de la Conférence épiscopale du Chili confirme officiellement qu'il retire son appui à l'organisation des Familles de disparus. Par la même occasion, il incite les parents des disparus à supporter avec sérénité (!) et dans le respect de l'autorité le sort de leurs proches.*

**Q. Comment était le climat en juillet et en août au Chili ? Y a-t-il eu une démobilisation ? Une montée de la répression ?**

*R. En ce qui a trait à la répression, le mois de juillet a été plutôt calme. Les militaires devaient se tenir tranquilles à la fois à cause de ce qui venait de se passer avec la grève de la faim et des répercussions que cela avait eu au plan international, mais aussi parce que à la fin juillet arrivait au Chili la Commission ALLANA de la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Ceux-ci devaient faire des entrevues avec des anciens prisonniers politiques, avec les familles de disparus et avec les* familles qui avaient été victimes de persécussion politique. Durant toute la visite de cette *politique. Durant toute la visite de cette Commission, la répression a diminué. Aussitôt partie, on a vu des détentions de 200 à 250 personnes à la fois. Ces détentions étaient brèves et elles étaient faites par des policiers. La DINA-CNI ne s'intéressant plus qu'aux personnes recherchées pour des motifs politiques bien caractérisés.*

*Mais pour bien saisir comment la répression peut s'exercer actuellement, il faut avoir constamment à l'esprit que le climat actuel à l'intérieur du pays est un climat de RESISTANCE... Les gestes de révolte sont plus nombreux, plus insérés dans le quotidien... Par exemple, dans la rue, les gens expriment davantage leurs opinions. Dans une assemblée syndicale, on a entendu "A bas Pinochet !" Dans une manifestation folklorique des gens ont crié "LIBERTE ! LIBERTE ! LIBERTE ! En contre-partie, les policiers en uniforme ou en civil exercent leur surveillance et détiennent des gens pour de courtes périodes pour les intimider ou pour avoir des informations. Alors on assiste, à la fois à une montée de la mobilisation contre le régime Pinochet et à une répression toujours plus insidieuse.*

**Q. Dans le dernier Bulletin, on a déjà expliqué comment on pouvait soutenir les Familles des disparus. Est-ce que l'adoption ou le parrainage est toujours possible et souhaitable ?**

*R. L'Association des familles de disparus a déjà reçu une quantité appréciable de ressources économiques de l'extérieur. Il reste que les besoins sont encore importants et que notre soutien doit être envisagé à long terme. De plus, leurs problèmes économiques s'accentuent parce que plusieurs familles sont maintenant en chômage. Et au Chili, être en chômage pour des raisons politiques ça implique que la période de non-emploi sera très longue. Le parrainage ou l'adoption de ces familles est donc très important. Lors de mon dernier séjour là-bas, l'Association des familles m'a donné les noms de 40 familles qui ont un besoin urgent d'aide.*

*Ce dont on s'est rendu compte aussi, c'est la nécessité du parainnage de prisonniers politiques. Depuis l'amnistie de mars, le gouvernement prétend que la plupart des prisonniers politiques ont été libérés. C'est faux ! Il reste des prisonniers politiques au Chili. Le gouvernement ne leur reconnaît pas le droit à l'amnistie parce qu'ils ont participé à la Résistance. On considère leurs actes comme des gestes de délinquance commune. Ainsi ils n'ont accès ni à l'exil, ni à la libération. Ils ne peuvent pas compter non plus sur le même soutien international. Seuls peuvent leur venir en aide les camarades qui ont une conscience politique très claire et qui les connaissent comme des militants de la Résistance. Ils sont un peu plus de 150 actuellement.*

*Il y a enfin un autre type de soutien possible et c'est celui du parrainage indirect, c'est-à-dire qu'on passe par une tierce personne pour soutenir le travail d'un militant de la Résistance dans la clandestinité.*

---

**Q. Si une personne ou un groupe est intéressé par l'une ou l'autre de ces formes de parrainage, comment peut-il avoir des informations plus précises ?**

*R. Il s'agit de téléphoner au Comité Québec-Chili et de prendre rendez-vous. A tous les jeudi après-midi il y aura quelqu'un au Comité pour l'accueillir, pour l'aider à formuler et à traduire ses lettres. Nous pouvons également l'aider à poursuivre sa correspondance, à interpréter les nouvelles qu'il recevra. Il faut souvent savoir lire entre les lignes...*

---

**Q. Très brièvement, tu es également allée en Argentine. On sait qu'il y a là aussi des prisonniers politiques. Est-ce comparable, en termes d'organisation et de répression ?**

*R. La situation de l'Argentine est extrêmement dure en termes de répression. Le climat politique et social est cependant très différent de celui du Chili. Le Chili porte les marques de la sous-alimentation, de la pauvreté et de la faim du peuple. Par contre, en Argentine, ces signes ne sont pas tout de suite manifestes. Les gens ont l'air de ne pas avoir faim, ils sont bien vêtus, ils ont beaucoup d'activités, le commerce est très développé. Au premier abord, l'Argentine est tel que la décrit Videla : "un pays de paix".*

Jorge R. Videla

# le fil des événements

*Il y a un seul geste collectif qui exprime une réalité terrible et c'est la manifestation des "Folles de la Place de Mai". Ce sont de 200 à 300 femmes, mères, épouses ou soeurs de disparus qui à tous les jeudi après-midi à 3 heures se rendent sur la Place de Mai, en face des édifices du Gouvernement et défilent en silence. Elles réclament la vérité au sujet de leurs disparus.*

*Dernièrement, elles ont publié une recension de 2,800 "disparitions" juridiquement certifiables. Celles-ci étaient choisies parmi* le 8,000 noms inscrits par les familles auprès *d'organisations des droits de l'homme à Buenos-Aires. La semaine suivant la publication de la liste des 2,800, des parents sont venus déclarer 700 autres disparitions. Nombreux sont les gens qui n'osent pas déclarer la disparition d'un proche de peur d'être harcelés par les militaires. Ce qui laisse croire que le nombre officiel de disparus en Argentine est probablement encore plus important. Actuellement, il faut admettre un minimum de 15,000 disparus.*

*En ce qui concerne les forces de la Résistance, le tableau est également très différent en Argentine et au Chili.*

*En Argentine, la répression existe depuis plus de 30 ans. Par conséquent les gens les plus organisés politiquement demeurent nécessairement dans la plus stricte clandestinité.*

*Au Chili, le mouvement populaire compte plus de 50 ans d'existence dans un climat qui le favorisait relativement. Actuellement, on peut saisir un climat de rencontre et de communication où une volonté de lutte s'exprime clairement. En conséquence, la répression augmente. En août dernier, le nombre de détentions arbitraires a été le double de celui de juillet et en septembre, il a été le double de celui du mois d'août. On assiste en même temps à une vive répression du mouvement syndical (abolition de 7 fédérations syndicales, élection-bidon de représentants syndicaux). On apprend aussi qu'une grande partie des prisonniers ont été soumis à des moyens de torture qui n'avaient pas été utilisés depuis longtemps. Ces faits confirment à la fois que la résistance populaire progresse et que le* gouvernement chilien doit passer à une nouvelle phase de la répression.

# ANNEXE

## DECLARATION DU COMITE PERMANENT DE L'EPISCOPAT CHILIEN A PROPOS DES DETENUS/DISPARUS

Le Comité permanent de l'Episcopat a examiné une fois de plus le problème des détenus/disparus et déclare ce qui suit :

1) En plusieurs occasions, nous avons rejoint des représentants du gouvernement à propos du problème des disparus. Les réponses obtenues jusqu'à maintenant n'ont pas été satisfaisantes.
2) Les personnes appelées détenus/disparus, qui se chiffrent à plusieurs centaines, selon les preuves réunies et présentées au gouvernement, à quelques exceptions près, doivent à notre avis être considérés comme détenues par les services de sécurité du gouvernement.
3) Nous avons fait tout ce qui est de notre ressort pour que s'établisse la vérité sur ce dramatique problème. Nous avons remis aux autorités toutes les preuves qui étaient en notre possession, tant celles réunies par les familles elles-mêmes que celles apportées par la justice. Nous avons indiqué plusieurs "avenues possibles" à "l'exploration" du gouvernement. Malheureusement, nous en sommes arrivés à la conclusion que le gouvernement n'a pas réalisé une enquête en profondeur des faits qui aurait permis de faire la lumière sur chaque cas et d'établir les responsabilités respectives.
4) Nous déplorons d'en arriver à la certitude que plusieurs, sinon la totalité des détenus/disparus sont morts, en marge de toute loi. **Nous ne pouvons faire plus.** Nous espérons que les familles des disparus et l'opinion publique le comprennent. C'est au gouvernement, et non à l'Eglise, de donner la solution à ce problème.
5) Néanmoins, nous ne pouvons pas nous taire sur ce qui arrive. Nous devons dire que le commandement de "tu ne tueras point" est le fondement de toute civilisation et, bien sûr, de tout humanisme chrétien.
6) Nous supplions, non seulement nos autorités mais **tous les Chiliens**, de renoncer **à toute violence** sur les personnes, à la torture, au terrorisme, au mépris de la vie humaine. La violence engendre la violence. La paix ne s'obtient qu'avec les instruments de la paix.
7) Nous savons qu'il n'est pas facile **de se résigner** à la mort de ceux qui nous sont chers, et encore plus s'ils sont les victimes d'une violence injuste. Qu'il est difficile de pardonner et d'étouffer dans notre coeur les sentiments de rancoeur et de vengeance. Néanmoins, nous qui partageons le supplice des familles des disparus, nous leur demandons au nom de Jésus-Christ et du peuple chilien de pardonner et de s'abstenir de vengeance, et qu'en cherchant la vérité, ils se restreignent aux procédures judiciaires, malgré leurs limites, et à des moyens qui ne s'inspirent pas de la violence. Nous le demandons pour le bien du Chili et pour qu'arrive le jour où nous pourrons construire une patrie juste et fraternelle.

8) Le Ministre de l'Intérieur nous a assuré que les droits humains ne seront pas malmenés, tant qu'il exercera sa charge. Nous savons, néanmoins qu'à une petite échelle et occasionnellement, ces droits sont violés. Nous dénoncerons chaque cas porté à notre connaissance. Nous sommes confiants que le gouvernement prendra les moyens nécessaires pour prévenir les abus et les réprimer, s'ils s'en présentent. Au nom du Dieu qu'invoquent les autorités nous l'exigeons.
9) Seul le désir de la paix nous fait agir. Mais nous réaffirmons une fois de plus que, pour qu'il y ait la paix, il doit y avoir la vérité, la justice, le respect et l'amour fraternel pour tous, sans exceptions.

LE COMITE PERMANENT DE LA CONFERENCE
EPISCOPALE DU CHILI.
Chili, 9 novembre 1978.

*... Cardinal Henriquez, nous devons arrêter l'infiltration marxiste dans l'Eglise... Vous avez 24 heures pour m'informer de la filiation politique de tous les saints! ("Chile en la Resistencia", Mexique).*

# LE CIEL EST BLEU L'ENFER EST ROUGE ET LES CHILIENS VONT AU CIEL

**Qu'est-ce que la contre-information ?**

Ce n'est pas une information contraire (ça, ça s'appelle une information contraire). La contre-information, ça consiste à prendre ce qui dans les media s'appelle "l'information" et à la **contrer**. C'est-à-dire, 1- à la **défaire**, pour 2- la **comprendre**, non comme renseignements mais comme fait social, pour comprendre quel point de vue elle inculque et quelle pratique elle sert à reproduire, et 3- la **reprendre** dans le contexte d'un autre point de vue, pour permettre le développement d'une autre pratique.

**Le Massage de cerveaux.**

La soumission des gens à une vie d'inconscience, la soumission des travailleurs à une société de boss, la soumission des peuples à l'impérialisme : tout ça est acquis par la violence. Mais la violence ne donne ces résultats qu'en conjonction avec un universel massage de cerveaux quotidien. Dans ce massage il y a du Rue des pignons, et du Trans-Am, et du syndicalisme d'affaires, et du Saint-Bruno-de-Laval-mon-flot, mais il y a aussi "l'information" : de Radio-Canada, du Devoir, comme de CJMS ou du Journal de Montréal.

Le résultat le plus immédiat du travail de solidarité internationale, c'est peut être de nous enlever de notre contexte idéologique ordinaire et de nous amener le point de vue d'une lutte plus violente et plus consciente que la nôtre, et ainsi de nous faire échapper un peu au massage, et de nous remettre un peu les pieds sur terre, sur le terrain des forces réelles qui produisent et transforment la société. Un tel résultat est un des buts essentiels de Chili-Québec Informations. Mais, pour répondre au massage idéologique constant de l'"information" des media, les informations contraires présentées dans notre bulletin ne représentent que quelques grains de sable contre une montagne. Contre l'"information" de nos média envahissants, l'efficacité réelle de Chili-Québec ne réside pas dans ses pages mais dans le travail que font les militants qui le lisent, chacun dans leur milieu.

**Un Article-échantillon et son analyse.**

Notre travail de contre-information peut consister à remplacer la représentation-massage d'un évènement, dans les média, par une explication qui renseigne vraiment sur sa signification dans le champ des luttes politiques. Le "référendum" de Pinochet, en janvier dernier, ou ses "élections syndicales", cet automne, sont de ces évènements sur lesquels nous pouvons faire de la contre-information dans nos milieux.

Nous pouvons aussi travailler à contrer un type d'"informations" auquel nos média nous exposent régulièrement. Le cas le plus éclatant, de ces temps-ci, c'est la nouvelle "image" qu'on est en train de faire de la dictature chilienne, maintenant "modérée". C'est à ce titre que nous vous traduisons ici une page de "background" sur le Chili, particulièrement caractéristique, parue dans la *Gazette* du 14 juin dernier. Ensuite, nous en ferons l'analyse comme exemple d'un type plus général. (La *Gazette* est le quotidien anglophone du matin, à Montréal).

*Background*

# Au Chili, le ciel commence à s'éclairer

*Le général Augusto Pinochet relâche sa poigne de fer sur le Chili).*

*Par : William D. Montalbano*

*SANTIAGO-DU-CHILI*

*Les années '70 occuperont dans l'histoire du Chili des pages sinistres. En cette décade, un petit pays vivant en paix est devenu le cobaye de marque de l'extrémisme.*

*Aujourd'hui, il semble que le pendule politique, qui s'est balancé du chaos gauchiste à la sauvagerie droitière, revient vers le centre.*

*Tandis qu'approche pour le régime militaire de ligne dure dirigé par le président Augusto Pinochet le cinquième anniversaire de sa rébellion contre le président marxiste Salvador Allende, les valeurs traditionnelles reprennent progressivement leur place au pays.*

*La répression s'est relâchée. La liberté d'expression et la politique partisane regagnent leur place au soleil. L'économie du Chili est passée au travers de l'inflation et de la dépression.*

*Comme animée à nouveau par ses traditions démocratiques, le peuple qui cherchait avant tout la loi et l'ordre au moment où Pinochet prit le pouvoir recommence à parler de justice.*

*"A la perspective d'une dictature communiste, le Chili s'est révolté. Il ne tolérera pas non plus pour toujours une dictature militaire", explique un membre de cette nouvelle classe de civils modérés qui assument dans le régime Pinochet des fonctions exécutives.*

*Les mois passés ont vu s'alléger la main lourde qui a fait de Pinochet un symbole international de la répression.*

**La Police secrète.**

*Les prisonniers politiques ont été amnistiés et relâchés, et certains exilés politiques ont pu retourner au pays. On a adouci les règlements de la loi martiale qui s'applique depuis le coup d'état de 1973 contre Allende. Le couvre-feu pour les piétons a été abo-*

*li. Les droits de l'homme sont beaucoup mieux respectés. Il n'y a plus d'arrestations arbitraires. Les allégations de torture se font de plus en plus rares.*

*Le terrible service de police secrète, la DINA, a été remplacée par un bureau aux pouvoirs limités. A venir jusqu'ici, le Chili a coopéré avec l'enquête américaine sur le meurtre de l'exilé, Orlando Letelier, où sont impliqués des officiers de la DINA.*

*Il semble que le régime se rend de mieux en mieux compte qu'il ne pourra pas perpétuellement laisser sans réponse la question des 600 Chiliens qui sont disparus en cours de détention.*

*Quatre civils respectés pour leur compétence et leur modération ont pris la place de militaires dans le cabinet Pinochet. L'échéance pour la rédaction d'une nouvelle constitution a été rapprochée. Non sans précautions, la presse chilienne commence à s'avancer sur des terrains politiquement délicats.*

*Parfois, maintenant, les officiers se permettent, au hasard des rencontres, des échanges de vues avec des politiciens civils, ou même avec les syndicalistes, qu'ils couvraient naguère d'injures publiques.*

*Tout changement, bien sûr, est relatif. Le régime demeure une dictature. La presse peut parler plus haut, mais non librement. Les syndicats existent, mais non les grèves ou les négociations collectives. Les activités politiques sont officiellement prohibées.*

*"Ce ne sont que des changements cosmétiques, de quantité mais non de qualité", dit un critique bien informé de Pinochet.*

*Les adversaires du général maintiennent qu'il est en train de se fabriquer une image moins sévère par nécessité et non par goût. Ils citent les pressions en faveur des droits de l'homme exercées sans relâche par ces alliés traditionnels de Santiago, l'Eglise et les Etats-Unis.*

*D'autres pressions en faveur d'un changement s'exercent à l'intérieur des forces armées.*

*Il est notoire que deux membres de la Junte refusent à Pinochet leur appui pour son projet d'une réinstauration lourde et lente du régime électoral. Il s'agit de Gustavo Leigh, de l'armée de l'air, et de José Merino, de la marine.*

*Il est notoire aussi que les militaires s'inquiètent de l'isolement international du Chili. Cet isolement vient mal à propos alors que le Chili s'oppose à l'Argentine sur une querelle de frontières, que ses relations avec la Bolivie sont rompues, et qu'approche le moment dangereusement symbolique du centenaire de la guerre contre le Pérou.*

*A ces pressions s'ajoutent l'affaire Letelier et l'exigence persistante, à l'intérieur comme à l'extérieur, d'explications sur les 600 disparus.*

*En tout cas, on ne peut pas ne pas remarquer le changement de climat au Chili aujourd'hui. Ce qui le rend possible, c'est la forte remontée de l'économie, suivant la vieille règle qu'en Amérique latine le politique suit d'habitude l'économique.*

*Seuls ceux qui l'ont traversé peuvent connaître la vraie mesure du chaos économique auquel le gouvernement Allende a voué le Chili, par idéalisme, incompétence et corruption.*

*Au moment de son renversement, au mois de septembre 1973, l'inflation avait atteint un taux équivalent à 1147 o/o sur une base annuelle. Un chiffre pareil risque de demeurer incompréhensible au lecteur américain, pour lequel 10 o/o d'inflation est désastreux. On pourrait dire qu'Allende avait réalisé une société idéale : tout le monde avait un emploi et personne ne travaillait.*

### *Le marché noir.*

*La part de l'Etat dans l'économie fut étendue de façon impressionnante, des mines de cuivres aux compagnies de taxis, et toutes les firmes nationalisées perdaient de l'argent. On ne contrôlait plus la main d'oeuvre, les usines ne produisaient plus, les fermes ne cultivaient plus.*

*Pour réparer le déséquilibre entre une demande excessive et une offre insuffisante, le gouvernement imposa des prix contrôlés, provoquant la création d'un marché noir dans tous les domaines. Les ménagères se levaient*

*à l'aube pour faire la queue devant les comptoirs à prix contrôlés. D'un jour à l'autre, on ne savait jamais combien le journal coûterait.*

*A la chute d'Allende, le Chili n'avait évidemment plus un sou.*

*Le régime Pinochet dut faire face à des réserves réduites à zéro, à des dettes étrangères pressantes, et à une presse à billets surchauffée qui n'imprimait plus que de l'argent sans valeur.*

*Le jour de l'élection d'Allende en 1970, un dollar américain valait environ 20 escudos, si l'escudo lui-même n'était pas au nombre des victimes du régime Allende. L'unité monétaire d'aujourd'hui est le peso, qui remplace mille escudos, et dont le taux de change est d'environ 32 par dollar.*

*S'appuyant sur les conseils de spécialistes de l'économie de libre marché entrainés aux Etats-Unis, le régime Pinochet s'employa à reconstruire le Chili par des moyens à la fois efficaces et douloureux.*

*Ses économistes sont appelés les gars de Chicago parce que certains y ont fait leurs études et tous suivent les enseignements de l'économiste Milton Friedman. Les gars de Chicago ont opposé à l'inflation et à l'anarchie une austérité sans merci.*

*Ils ont coupé les dépenses de l'Etat de 40 o/o, prohibé les nouveaux engagements financiers, balayé une légion d'employés inutiles des rôles de l'Etat et vendu 459 firmes nationalisées.*

*Ils ont aboli le contrôle des prix, établi un contrôle serré sur les fonds en circulation, et abaissé les barrières douanières pour forcer l'industrie chilienne à devenir plus efficace et plus concurrentielle sur le plan international.*

*Les résultats furent spectaculaires.*

*Chaque année a vu le taux d'inflation diminuer de moitié. Pour cette année, on prévoit un taux de 30 o/o, ou moins.*

*Le budget de l'Etat est en ordre, et la balance des paiements en bonne santé. Les créanciers internationaux font preuve d'une confiance renouvelée. La croissance économique en 1978 atteindra probablement le taux fort respectable de 7 o/o.*

*Mais il y a l'autre côté de la médaille. La reprise économique a entraîné d'énormes frais sociaux, portés principalement par les classes défavorisées dont Allende cultivait la faveur.*

*La réduction de la demande a poussé le taux de chômage à des hauteurs vertigineuses. Il a touché 21 o/o et se situe maintenant autour de 15 o/o.*

*Du point de vue des travailleurs, les augmentations de salaires n'ont jamais rattrapé l'inflation. Le pouvoir d'achat a subi une diminution radicale.*

*Le grief le plus souvent formulé est que sous Allende il y avait plein d'argent et rien à acheter, tandis que sous Pinochet il y a plein de choses à acheter mais pas d'argent pour les acheter.*

***Jamais assez de sous.***

*Bien rares doivent être les pays où, comme au Chili, les souliers se vendent à tempérament.*

*"Les chiffres sont meilleurs, mais la vie ne s'est pas du tout améliorée pour la majorité du peuple", insiste un Chilien qui participe aux oeuvres catholiques d'aide aux familles nécessiteuses.*

*Le pouvoir d'achat des salariés n'a pas commencé à s'améliorer avant le début de 1977. L'amélioration se poursuit, mais pour pour monsieur tout-le-monde il n'y a jamais de pesos.*

*C'est peut-être sur le plan économique qu'on peut le mieux mesurer tout le gaspillage que les années '70 représentent pour le Chili.*

*Voici: après trois ans sous Allende et 4 1/2 sous Pinochet, les biens produits et les salaires réels au Chili arrivent à peine aujourd'hui à retrouver le niveau qu'ils avaient en 1969.*

*Il semble que le pire est maintenant passé, et l'on prévoit un progrès modéré mais continu.*

*C'est cette stabilité économique nouvelle qui constitue la clef pour encourager le Chili à retourner sur le chemin de la modération en politique après une vaine décade de fureurs extrémistes.*

## PETITE ANALYSE D'UN VIEUX MESSAGE DANS UNE NOUVELLE BOUTEILLE

Prenons d'abord le temps de remercier monsieur Montalbano pour le beau témoignage qu'il offre au travail de solidarité en faveur du peuple chilien, accompli à travers le monde depuis cinq ans. Montalbano nomme une série de "pressions" qui ont poussé les militaires au relâchement de la répression. "Pressions en faveur des droits de l'homme", à l'intérieur et à l'extérieur du pays. "L'isolement international du Chili". L'affaire Letelier. L'affaire des disparus. Toutes ces "pressions", et en premier lieu l'isolement de la Junte, sont autant de réalisations des militants anti-dictature à travers le monde.

Ce que notre "supporter" oublie, c'est l'autre face du travail anti-dictature : la résistance du peuple chilien. Jamais rompue, et de mieux en mieux organisée, c'est elle qui a enseigné à la Junte et à ses conseillers l'inefficacité profonde, à long terme, de la répression comme instrument de soumission. Mais, de toute façon, M. Montalbano n'a que faire des forces du peuple. Il répète que toute l'amélioration politique provient de l'amélioration des conditions économiques. Alors, cessons au plus vite d'y nuire en isolant la Junte, et que le peuple chilien se mette tout de suite à l'école de la "stabilité" !

### L'information comme produit.

Pour comprendre le message d'un texte "d'information", il ne faut donc pas commencer par y chercher des renseignements cohérents, comme nous venons de le faire. Non, le point de départ de la contre-information, c'est de prendre "l'information" non comme des renseignements mais comme une activité économique et politique. Quelles sont donc les circonstances qui ont produit cette page de la *Gazette* ?

D'abord, une ligne microscopique au pied de l'original indiquait sa provenance : "Knight-Ridder Newspapers". C'est-à-dire que l'article a été écrit par l'envoyé d'un syndicat de presse, et distribué à plus de cent journaux en Amérique du nord. Nous avons donc affaire à un produit qui constituerait presqu'à lui seul une campagne d'opinion. Mais, bien sûr, un texte si long, si mal organisé, si contradictoire n'est pas destiné à être lu comme un message publicitaire, où chaque mot porte.

Au contraire, dans des journaux comme la *Gazette* ou *La Presse*, les articles d'information générale sont destinés à former sur les pages de larges masses de texte d'où se détache la partie payante, les annonces. C'est à cause de cette fonction économique du texte sur la

page que la plupart des journaux souscrivent à des syndicats de presse, comme celui de la chaîne de journaux américaine Knight-Ridder, en vue de disposer de sources généreuses "d'information générale".

D'un article comme celui de Montalbano, la grande majorité des lecteurs ne verra que la manchette et la caricature. La minorité de lecteurs "informés" lira plus ou moins le texte et en tirera non pas des renseignements, mais une impression générale. Donc, pour comprendre le massage de cerveaux constitué par de tels textes, comme par les interviews des émissions d'affaires publiques, etc., il faut analyser non pas tant les renseignements qu'ils contiennent que l'impression générale qui s'en dégage. Et d'abord celle produite par le titre (bien conforme au texte dans ce cas-ci).

Mais il faut aussi connaître les conditions de production à l'autre bout de la chaîne (... de la chaîne Knight-Ridder).

● **Les conditions de production de l'article.**——

Ca saute aux yeux que Montalbano n'est pas un spécialiste des affaires chiliennes. Et que son article — écrit sur place, comme l'indique l'"adresse" d'origine — a été composé en quelques jours au moyen de renseignements et d'interviews arrangés par les représentants de la Junte, et de quelques rencontres sans doutes organisées dans des cafés. Pourquoi se rendre à Santiago pour accomplir ces quelques formalités ? Voyons.

Des messages "ciels éclaircis", on en voit depuis pas loin de deux ans, surtout dans les revues d'affaires américaines. Ces éloges des braves technocrates de la Junte sont composés sans que personne ne quitte son pupitre, à partir de la propagande et des renseignements fournis par... les braves agents publicitaires employés, aux Etats-Unis et ailleurs, par le gouvernement chilien. Ces éloges sont publiés parce qu'ils vont dans le sens de "l'opinion informée" : celle des milieux financiers.

Alors, pourquoi a-t-on payé un billet d'avion et un séjour Santiago Hilton à monsieur Montalbano ? C'est peut-être un échange de bons procédés entre la chaîne Knight-Ridder et les publicistes de la dictature (responsables, bien entendu, du "tour organisé" de Montalbano chez les officiels chiliens). Mais ce qui est plus probable, c'est que ce sont les publicistes eux-mêmes qui ont payé son voyage à monsieur Montalbano, en même temps qu'à d'autres journalistes. Il est temps en effet que la campagne "ciels éclaircis" passe des revues d'affaires aux grands média, et il s'agit pour les agents de la dictature d'"encourager" ce passage. La conclusion de l'article n'a-t-elle pas le ton d'une reconnaissance de dette ? d'un message payé, pour parler franc ?

En tout cas, une page diffusée par le syndicat Knight-Ridder, seulement comme "impression générale", ça vaut drôlement cher en termes de publicité. Tout comme ces entrefilets qu'on commence à voir un peu partout, et qui racontent des incidents amusants qui se sont passés au Chili. Le Chili, c'est un bon petit pays comme les autres. "Massage, massage", vous verrez, on oubliera la dictature !

● **"L'information objective".**——

Maintenant que nous savons comment il a été produit, penchons-nous sur le contenu du texte de la *Gazette*. Inutile de dénombrer ses erreurs ou ses mensonges, c'est un vrai jeu de "cherchez l'erreur" sur l'histoire récente du Chili. Un détail technique, cependant : c'est bien la Junte, et non l'Unité populaire, qui a remplacé 1000 escudos par un peso ; d'ailleurs, la Junte a aussi "remplacé" les statistiques, et la méthode de les calculer... Pour le reste, rappelons que plus de 11 o/o des Chiliens ont quitté le pays sous la Junte, non sous Allende. C'est ce qui s'appelle voter avec ses pieds.

De toute façon, nous n'avons pas à nous plaindre : ce texte est un texte objectif : dans nos médias, l'objectivité est la règle de tout reportage respectable. L'"objectivité", ici, ça veut dire deux choses : 1- toujours donner "les deux côtés de la médaille", "le pour et le contre" ; 2- ne pas se fonder sur des ob-

servations subjectives mais sur des sources responsables — un journaliste "objectif" n'est jamais l'auteur de ce qu'il rapporte.

Suivant la première règle, si ç'avait été avantageux de le faire, on aurait pu écrire, à la place du texte de M. Montalbano : "Il est de notoriété publique que M. Trudeau mange des petits Anglais pour son lunch (comme les chiens chauds de Bourassa). Mais plusieurs observateurs affirment que c'est là une rumeur sans fondement". Et c'est conformément à la seconde règle que notre auteur s'est abreuvé à la "source" que l'on sait, sans même prendre la peine d'aller voir le monde des travailleurs en dehors de sa petite oasis dans Santiago. L'"objectivité" c'est simplement le style à la mode dans le journalisme nord-américain. Avec ce style, on peut raconter n'importe quoi, tout est dans le choix des "sources responsables" — cf. "conditions de production" !

## Le Conte de l'équilibre.

Que nous racontent donc monsieur Montalbano et ses sources ? D'abord, comme l'implique le titre, que la "normalisation" de la dictature est une bonne chose, et qu'il faut l'encourager : voilà pour l'impression générale. Mais le "lecteur informé" veut savoir pourquoi ; alors, on lui raconte le conte d'une décade d'extrémisme allant de gauche à droite comme un pendule. La décade, ça tombe bien, ça donne jusqu'à 1980 à Pinochet pour normaliser son régime ; mais passons.

L'idée, c'est que l'extrémisme de la Junte ne fut qu'une réaction inévitable à un premier extrémisme inverse, celui d'Allende. Il n'y a pas de libertés civiles au Chili, 35,000 personnes ont été assassinées, 2,500 sont disparues, et la masse du peuple n'arrive ni à se nourrir, ni à s'instruire, ni à se soigner. Mais qu'importe ? L'essentiel du texte de la *Gazette* porte sur un conte d'horreur censé décrire la période de l'Unité populaire, et sur les efforts des gars de Chicago pour y remédier. En fin de compte, une fois tiré à l'extrême-gauche, le pendule doit se balancer à l'extrême-droite. Mais ce sont les marxistes qui ont commis le premier déséquilibre. Et sous Pinochet un gouvernement de plus en plus civil s'occupe à ralentir le pendule pour le ramener au centre. Le conte se termine donc sur la perspective radieuse du retour à l'équilibre.

## La Morale de cette histoire.

Bon, bon, nous sommes bien dans un conte ; les faits n'ont tout simplement plus rien à voir. Et c'est un vieux, vieux conte au fond. Le conte du bien (l'équilibre) et du mal (l'excès), des efforts des bons et des erreurs des méchants, le conte du bonheur des peuples dans l'équilibre, l'ordre normal, et de leur malheur dans le déséquilibre. C'est aussi bien le conte de la Rue des pignons, de la anti-inflation et de Saint-Bruno-de-Laval-mon-îlot.

Si la Junte a paru bien méchante, dit en somme Montalbano, c'est que toute la période était méchante, "sinistre", à cause d'un déséquilibre initial, un régime marxiste idéaliste. Voilà où étaient les vrais méchants, cause des malheurs du peuple chilien. Maintenant, par les efforts des bons techniciens modérés et réalistes, la Junte est en train de retourner au bien, à l'équilibre. Voyez ! La santé économique annonce déjà au peuple chilien la fin de ses malheurs.

Réveillons-nous ! Ce conte ne se passe pas vraiment au Chili, pas plus que celui de la Rue des pignons ne se passe vraiment dans un studio. Dans l'"information internationale" comme dans le télé-roman, il s'agit d'une même leçon de morale, qui s'applique à notre vie. C'est ici, chez nous, que le bonheur doit se trouver dans la modération responsable, même sévère. Et que la démesure doit mener au malheur. Dans ce conte unique, Montalbano s'applique seulement à faire passer la dictature chilienne du côté de l'équilibre, donc du bien. C'est notre vieille leçon de morale, l'éternel massage de nos média, qui est mis ici au service des besoins économiques et politiques de la Junte sur la scène internationale. Parce que cette fois-ci c'est elle qui paye.

La leçon pour nous, c'est que ça ne sert à

rien d'employer la même morale pour mettre Pinochet du côté de l'excès, donc du mal. Le travail de solidarité ne porte pas sur les contes mais sur les forces matérielles qui déterminent les évènements par leurs luttes. C'est la même lutte de classes qui détermine ici notre vie à nous. Et c'est ça que sert à nous faire oublier le massage de cerveaux, l'éternel conte du bonheur dans l'équilibre. Où qu'on le trouve et où qu'on l'applique, il sert toujours à empêcher la solidarité et la lutte des travailleurs.

●●●

# NICARAGUA:

# entracte ou tombée de rideau

Matagalpa, Masaya, Léon, Chinandega, Esteli sont des noms qui resteront longtemps marqués dans la conscience du peuple nicaraguéen. Théâtre d'une insurrection populaire qui a duré trois longues semaines, ces cinq villes ne sont aujourd'hui que décombres et putréfaction. Le bilan provisoire de cette première phase de la guerre civile au Nicaragua établit le nombre de victimes des bombardements et des affrontements à 8,000 morts. Le Honduras et Costa Rica, pays voisins, ont dû accueillir respectivement 10,000 et 5,000 réfugiés. Bien qu'impressionnants, ces chiffres peuvent difficilement à eux seuls rendre compte du massacre perpétré par Somoza et sa Garde Nationale. Les documents provenant des comités pour la défense des droits humains de Costa Rica ou du Guatemala, les rapports des sections d'Amérique Centrale de la Croix Rouge internationale et d'amnistie internationale, le journal d'opposition la Prensa, permettent de saisir avec quelle cruauté la répression s'est abattue sur le peuple insurgé. Ces pages sont remplies de récits aussi horribles les uns que les autres. Ici une mère qui a vu abattre ses jeunes garçons pour la simple raison qu'ils étaient susceptibles de joindre le Front sandiniste, là une famille entière passée au feu des basookas sous le regard terrifié de voisins impuissants, ailleurs des fillettes et leur mère violées avant de mourir sous les coups de la Garde Nationale, plus loin des cadavres déchiquetés par l'action de balles spéciales qui explosent après l'impact, etc. Ce déferlement de sauvagerie a un nom qui fait très sérieux dans la bouche des stratèges américains : guerre contre-insurrectionnelle classique.

## L'INSURRECTION

Le 22 août dernier, un commando du Front sandiniste de libération nationale prenait d'assaut le palais national, siège du congrès, et obtenait en échange des membres du pseudo-parlement, leurs otages, la libération de 89 prisonniers politiques, une rançon d'un demi-million et un avion pour quitter le pays. Cette action audacieuse et pleinement réussie allait précipiter la crise qui ébranlait la dictature de Somoza depuis un an. (Voir *Chili-*

*Québec Informations*, juin 1978, no 31). La grève des patrons, lancée suite à l'action du commando sandiniste, ne présentait qu'une seule revendication : le départ du dictateur.

L'économie du pays est depuis 40 ans orientée vers la satisfaction des intérêts exclusifs de la dynastie Somoza. De plus elle a été minée par le tremblement de terre de 1972. Maintenant elle reçoit son coup de grâce. Le taux de croissance prévu pour l'année en cours est de moins 4 o/o. Le 9 septembre, le FSNL appelait le peuple du Nicaragua à l'insurrection. Dans plusieurs villes du pays, les combattants du Front sandiniste, soutenus, aidés par les populations entières, tinrent en échec la Garde Nationale : les rues barricadées, les entrées des villes protégées, les garnisons militaires encerclées, le peuple entier actif et organisé spontanément en différents comités de ravitaillement, de secours aux blessés, de fabrication de bombes légères, etc. Après trois semaines de cette guerre de tranchée, l'aviation est intervenue ; ce fut la fin de l'insurrection et le début du massacre.

## STRATEGIE AMERICAINE

Il est clair que Washington a eu peur et continue d'avoir très peur. Il lui faut éviter à tout prix une radicalisation de la lutte au Nicaragua. Un autre "Cuba" en Amérique Centrale aurait des effets d'entraînement sur les pays voisins déjà aux prises depuis une couple d'années avec des mouvements populaires de contestation de mieux en mieux organisés. C'est le cas au Guatémala et au Salvador par exemple. Dans ce dernier pays, depuis l'insurrection au Nicaragua, on fouille systématiquement le pays et surtout les campagnes, à la recherche d'opposants au régime. Au Honduras, on a commencé à maltraiter les réfugiés et à en refouler plusieurs au Nicaragua. De son côté, le Costa Rica sélectionne les réfugiés et ceux qui se déclarent sandinistes sont arrêtés.

De plus, perdre le Nicaragua signifierait pour Washington perdre la possibilité d'un nouveau canal inter-océanique dans le cas où le canal de Panama actuel leur échapperait. Par un traité du début du siècle, les Américains se sont assurés une partie du territoire

nicaraguéen à cette fin. Donc aucune chance à prendre. S'il est certain que la politique extérieure américaine est marquée depuis Carter par la défense de la "démocratie et du respect des droits de l'homme", il est aussi certain que cette politique sera mise de l'avant et appliquée seulement si elle peut garantir en même temps la situation de domination actuelle. Dans le cas contraire, et si le risque est grand, cette politique sera renforcée par la la guerre contre-insurrectionnelle classique et la mise en place de mécanismes quelconques qui aideront à gagner du temps.

## LA MEDIATION

C'est le scénario qui s'est déroulé au Nicaragua. Une fois l'insurrection mâtée, l'Organisation des Etats Américains (OEA), organisme dominé par les Etats-Unis, proposait la formation d'une commission de médiation chargée de favoriser un dénouement "pacifique" à la crise politique nicaraguéenne. Le dénouement recherché devait considérer comme possible le départ de Somoza, mais jamais au prix d'une radicalisation de la crise et encore moins de la participation du FSLN à une éventuelle solution politique de rechange. Après quelques jours de discussions entre l'OEA, Washington et Somoza, trois pays furent chargés dé s'atteler à la tâche : le Guatemala, la République Dominicaine et les Etats-Unis. Début octobre, les premières consultations se sont faites avec le Front élargi d'opposition, FAO. Ce front qui regroupait toutes les forces d'opposition au régime, depuis le parti conservateur jusqu'au "groupe des 12", bras politique du FSLN, en passant par le parti Socialiste et les centrales syndicales, exigeait avant tout le départ de Somoza.

Les forces progressistes au sein du FAO ne plieront pas sur cette exigence, alors que les forces plus conservatrices seraient plus souples sur ce point. L'unité du FAO est fragile, ce qui ne déplaît pas à Washington. Somoza opposa une fin de non-recevoir à cette première demande transmise par la commission de médiation. Cette attitude de Somoza fut suffisante pour rompre le FAO. Le 25 octobre, "le groupe des 12" se retirait du Front élargi d'opposition et entraînait avec lui d'autres groupes, dont la Centrale des travailleurs du Nicaragua et le Parti Socialiste du Nicaragua. Les motifs invoqués sont les suivants : le représentant des Etats-Unis, William Bowdler veut imposer sa volonté aux membres de la commission (Guatemala, République Dominicaine) et cherche à manipuler les représentants de l'opposition (FAO). D'autre part, il refuse que les conversations soient publiques et réalisées en présence de journalistes nicaraguéens et étrangers. Cette cassure au sein du FAO a pratiquement mis fin à la médiation et les représentants des pays négociateurs ont regagné leurs capitales respectives dans la première semaine de novembre. Depuis le FSLN a repris de plus belle le harcèlement de la Garde Nationale et une nouvelle insurrection générale est à prévoir dans les prochaines semaines. C'est ce qu'annonçait le FSLN au début de novembre en même temps qu'il dévoilait la création de l'Armée sandiniste.

## LE FSLN FAIT SON BILAN

Malgré l'échec militaire la tendance "tercerista" du FSLN qui a mené l'insurrection de septembre affirme que ce fut une victoire

politique. Tenir en échec la Garde Nationale pendant trois semaines, avec l'appui de toute la population, démontre la faiblesse et l'usure de la dynastie somociste. Par ailleurs, le FSLN assure que ses pertes ont été faibles et largement compensées par l'incorporation à l'armée du FSLN de centaines de combattants dans chacune des villes insurgées.

## L'URGENCE DE LA SOLIDARITE

Le 3 octobre, les centrales syndicales CSN, CEQ, leurs instances régionales, le Conseil du travail de Montréal (CTM), le Conseil central de Montréal, la Confédération mondiale du travail (CMT), CISO, SUCO, Paix et Développement, la Ligue des droits de l'homme, le Secrétariat Québec-Amérique latine, annonçaient leur adhésion au Comité de coordination de solidarité avec le peuple du Nicaragua et invitaient tous les organismes et mouvements préoccupés par la situation dramatique que vit le peuple nicaraguéen à s'y joindre.

Le Comité de coordination entreprend des pressions auprès du gouvernement du Canada pour qu'il dénonce clairement et ouvertement le massacre commis par les Somoza et qu'il rompt toutes ses relations commerciales avec le Nicaragua. A cet effet, une pétition est en circulation : il faut la signer massivement.

**La bourgeoisie canadienne a des intérêts au Nicaragua.** La compagnie NORANDA possède des mines d'or. Il s'agit des mines La India et El Limòn dans la province de Léòn, du groupe financier Septentriòn, dont NORANDA possède 61 o/o des actifs depuis 1937. En 1974, les avoirs nets de ce groupe se chiffraient à $3,200,000,000. La Banque Royale du Canada a fait des prêts à la dictature de Somoza de 42.8 millions. Le dernier a été annoncé en septembre dernier. Il s'agit d'un prêt de 20 millions sur cinq ans, en consortium avec la Libra Bank de Londres. Du côté des échanges commerciaux, le Canada était déficitaire en 1977, de 5.291 millions.

Enfin, une deuxième action est proposée. Il s'agit de ramasser des fonds pour venir en aide au peuple du Nicaragua en lutte. Pour ce faire, des bons de solidarité sont maintenant en vente au prix de $2.00. L'argent ramassé sera versé dans un compte en fiducie, sous la responsabilité de l'Evêque mexicain Sergio Mendez Arceo.

Ces actions du Comité de solidarité avec le peuple du Nicaragua sont coordonnées par le Centre internationale de solidarité ouvrière (CISO). CISO est situé au 1001 St-Denis, à Montréal et son téléphone est le (514) 286-2020.

# EQUATEUR:

# LA CEDOC ET LA SITUATION POLITIQUE NATIONALE

***Au début de novembre, le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) recevait de la CEDOC- Velasco un texte portant sur la situation politique équatorienne. Le Comité Québec-Chili a pris sur lui d'en faire la traduction et de le rendre public ici au Québec pour 2 raisons. Premièrement, en Equateur, il n'existe pas de parti ouvrier puissant. Ce sont les syndicats qui défendent les intérêts politiques et économiques des ouvriers et des paysans. C'est là une situation comparable au Québec. Pour les militants du "syndicalisme de combat", il est intéressant de voir comment les syndicalistes équatoriens font de la "politique" tout en respectant le mandat syndical. Deuxièmement, la montée de la démocratie-chrétienne et de son représentant Roldos n'est pas sans rappeler la venue au pouvoir du démocrate-chrétien chilien Frei. Le Comité Québec-Chili a ajouté au texte de la CEDOC les sous-titres et il a mis entre parenthèses des informations pour aider à la compréhension générale.***

## LA CONFEDERATION EQUATORIENNE DES ORGANISATIONS CLASSISTES (CEDOC) ET LA SITUATION POLITIQUE NATIONALE.

Quand les Forces Armées ont pris le pouvoir en 1972, elles ont bénificié de circonstances particulièrement favorables. Tout d'abord, l'exploitation des puits de pétrole laissait croire à la fin des traditionnels déficits de la balance des paiements, une des principales raisons de l'instabilité des gouvernements antérieurs. De plus l'accession au pouvoir des militaires s'est produite à la suite d'une longue crise politique qui a mis en évidence l'épuisement des leaders traditionnels. Le peuple, instinctivement, cherchait de nouvelles solutions qui ne pouvaient se trouver à l'intérieur du système politique d'alors. Dans ces conditions, les militaires prirent le pouvoir sans opposition et même plus, avec un certain appui populaire.

# EQUATEUR

**Le gouvernement de Rodriguez Lara, 1972-76**

Le boom pétrolier a permis au gouvernement d'augmenter considérablement ses revenus. L'Etat a pu prendre ses distances des puissants groupes de pression économiques. Le gouvernement de Rodriguez Lara entreprenait une série de réformes qui, selon le programme "Philosophie et Plan d'Action", voulait en finir avec un Equateur politiquement dépendant et socialement injuste.

L'ensemble des réformes comprenaient : une réforme agraire, une réforme fiscale, un contrôle d'Etat sur les aspects fondamentaux du commerce extérieur, la réaffirmation de la souveraineté nationale sur l'exploitation et la transformation des ressources naturelles, une modification substantielle du processus d'industrialisation afin d'atténuer le contrôle du capital étranger et de laisser une place aux industries qui produisent pour les grands secteurs populaires.

Néanmoins ces groupes de pression économiques se sont révélés beaucoup plus puissants que le pensaient les autorités militaires. Après une première phase de réformes, l'ensemble de la politique économique du gouvernement a été progressivement mise en échec pour culminer dans la chute du gouvernement.

**La dictature actuelle.**

Le triumvirat militaire qui a succédé à Rodriguez Lara, a fait de l'Etat un instrument pour favoriser l'accumulation du grand capital national et international. Les derniers représentants d'une politique nationaliste, les ministres Richelieu Levoyer et Vargas Pasos ont été mis à l'écart. C'était la fin des positions nationalistes sur la question du pétrole. (L'Equateur possède 20 o/o des réserves d'Amérique Latine, avant les récentes découvertes mexicaines). C'était la consolidation des mécanismes politiques et juridiques pour mener une offensive permanente contre la classe ouvrière.

Si la première Grande Grève Nationale de 1975 a compté sur la neutralité, bienveillante même, du gouvernement de Rodriguez Lara ; la Seconde grève nationale de 1977 a été violemment réprimée et elle a été le point de départ d'une répression systématique du mouvement ouvrier, dont une des actions les plus monstrueuses sera le massacre des travailleurs de la sucrerie d'Aztra.

(Aztra est une usine de transformation de la canne à sucre. Lorsque la junte militaire prit le pouvoir en 1976, l'Etat a acheté un bon paquet d'actions qui fournit des profits à l'homme fort du triumvirat Poveda Burbano.

Au mois d'août 1977, le gouvernement annonce une hausse de 36 o/o du prix du sucre. Les travailleurs d'Aztra avaient déjà signé une convention collective à l'effet que les augmentations de salaire seraient proportionnelles à la hausse du prix du sucre. Mais depuis, la junte avait promulgué le décret 852 qui annulait des dispositions des conventions collectives signées entre patrons et travailleurs.

Le 17 octobre, les travailleurs d'Aztra se mettent en grève indéfinie. Les femmes et les enfants rejoignent les ouvriers à l'intérieur de l'usine qui est une sorte d'île étant donné l'égoût à ciel ouvert qui ceinture la sucrerie. L'armée arrive le 19 octobre. Elle donne cinq minutes à tout le monde pour évacuer les lieux par la petite porte d'entrée. L'armée charge, c'est le massacre, des dizaines d'hommes, femmes et enfants meurent, la plupart par noyade. Officiellement, on rapporte une trentaine de morts, officieusement une centaine de tués).

La campagne soutenue de persécution et de terreur des organisations syndicales était rendue légalement possible par le décret 1475. Ce décret donne le titre de "juges spéciaux" aux commissaires de police. Ces commissaires, qui ont le libre arbitre de juger de la légalité ou non d'une grève pour intervenir dans le conflit, ont maintenant la faculté de juger les dirigeants syndicaux.

**Le mouvement ouvrier et populaire.**

L'offensive gouvernementale répond aux

craintes de la bourgeoisie devant la montée du mouvement ouvrier et populaire. En effet, en 1971 la CTE (Confédération des travailleurs équatoriens) et la CEDOC ont constitué le Front Uni des travailleurs – FUT – qui a appelé à la première grève nationale qui connut un succès partiel. Plus tard, l'autre grande centrale nationale, la CEOSL (Confédération équatorienne des organisations syndicales libres) rejoint le mouvement unitaire. Pour la première fois dans l'histoire du pays, un Comité unique de direction des trois centrales est créé. Le 1er mai 1975, c'est la première démonstration de force des centrales : 600,000 travailleurs ont défilé dans tout le pays. (Le 20 août 1975), les trois centrales signent une plate-forme en neuf points et appellent à la Première grande grève nationale :

1- Solution immédiate à tous les conflits qui affectent les travailleurs de la ville, comme ceux de la campagne.
2- La pleine reconnaissance du droit d'organisation et de grève ; l'abrogation des décrets anti-ouvriers et anti-syndicaux, avec l'application de l'article 467 du Code du Travail qui sauvegarde le droit à la grève de solidarité.
3- Une hausse générale de 50 o/o des traitements et salaires, établissant le salaire minimum à 3,000 sucres – 105 dollars – par mois, avec indexation au coût de la vie.
4- L'application effective de la loi de Réforme agraire, particulièrement dans les zones déclarées prioritaires, la mise en vigueur permanente du Décret 1001 et la réorganisation de l'Institut équatorien de la Réforme agraire.
5- La réorganisation de tous les départements du ministère du travail dans tous les domaines de responsabilité, et des sanctions exemplaires pour les fonctionnaires corrompus.
6- La nationalisation du pétrole à tous les niveaux.
7- La nationalisation complète de l'électricité.
8- La nationalisation du commerce extérieur.
9- La nationalisation de la distribution des articles de première nécessité et le gel immédiat des prix).

En novembre, (500,000 travailleurs) paralysent 90 o/o de la production, de la circulation, en somme de l'ensemble de la vie économique et sociale du pays.

A la même époque, la vieille bureaucratie syndicale de la démocratie-chrétienne internationale est expulsée de la CEDOC. Il en est de même au sein de la CEOSL avec le départ des troupes de Villacréz Arandy étroitement lié à la Chambre des industriels de Guayaquil et à l'ambassade américaine.

La Seconde grève nationale (18 mai 1977) est le produit de l'ascension et de la radicalisation du mouvement ouvrier et populaire.

**Qui s'affronte aujourd'hui ?**

L'échec du gouvernement des Forces Armées, qui avaient perdu toute légitimité, et l'offensive du grand capital national et international ont engendré le présent processus électoral.

Dans ce processus, fondamentalement 3 forces s'affrontent.

Premièrement, la vieille oligarchie appuyée par la dictature militaire est représentée par les candidats Huerta et Duran Ballen. Elle veut mettre en place un modèle de domination politique qui exclut la participation des masses populaires organisées à la vie politique. Au service du grand capital (la bourgeoi-

sie commerciale exportatrice-importatrice) et de la bourgeoisie Junker (les propriétaires fonciers), ce modèle de "Démocratie restreinte" consoliderait la superstructure répressive : législation anti-ouvrière, Loi de Sécurité Nationale, intervention permanente et institutionnalisée des autorités militaires dans les prises de décision, et offensive permanente contre la classe ouvrière et les masses populaires.

Deuxièmement, les candidats Rodrigo Borja Cevallos de la Gauche démocratique et Jaime Roldos de la Concentration des Forces populaires-Démocratie populaire (scission de la Démocratie chrétienne) représentent les forces modernistes et réformistes de la bourgeoisie. Roldos, représentant de la Démocratie-chrétienne, est appuyé par les bases populaires du sous-prolétariat des villes de la Côte – spécialement de Guyaquil – d'importants secteurs de la classe moyenne et quelques secteurs organisés ouvriers et paysans. L'alliance CFP-DC se veut l'expression des secteurs de la bourgeoisie intéressés au développement industriel spécifique au marché intérieur. C'est pourquoi son programme insiste sur un certain nombre de réformes : réforme agraire, fiscale, administrative, abolition de la législation répressive et anti-ouvrière, participation des secteurs populaires à la gestion du gouvernement. L'objectif est de créer les conditions sociales, économiques et politiques pour un plus grand développement du capitalisme industriel. D'une certaine façon, ils sont les héritiers de la "Philosophie et Plan d'Action" du gouvernement révolutionnaire et nationaliste des Forces Armées.

Troisièmement, le Front Large de la Gauche – FADI – dont le programme reconnaît et élargit la Plate-Forme en 9 points des trois centrales, propose d'établir un gouvernement démocratique des travailleurs. Le FADI est l'expression politique du mouvement ouvrier qui s'est développée ces trois dernières années : le renforcement du processus politique d'unification et de développement des trois centrales.

**Après le premier tour d'élection.**

La victoire quasi-certaine de Roldos (au 2ème tour) ouvre une période complexe et difficile pour le mouvement ouvrier et ses objectifs historiques définis par notre centrale comme la construction d'une société socialiste des travailleurs. En effet, le programme du capital industriel cherche non seulement à se donner un espace par des réformes, dont quelques-unes coïncident avec les revendications immédiates des travailleurs, mais aussi de se donner une base de masses capable d'affronter tant les pressions de l'oligarchie que le développement révolutionnaire du mouvement ouvrier et populaire. Nous avons en tête l'exemple du "cardénisme" au Mexique. Les profondes réformes mises en place par le général Lazaro Cárdenas, en plus d'ouvrir la voie à un puissant développement du capitalisme industriel, ont assuré à la bourgeoisie le contrôle organique du mouvement ouvrier et le renforcement progressif de la bureaucratie syndicale de plus en plus éloignée des masses.

**Les tâches politiques de la CEDOC.**

Notre centrale s'est donné comme tâches d'exiger la mise en oeuvre des 9 points de la Plate-Forme commune, de combattre les forces oligarchiques et réactionnaires de la bourgeoisie et fondamentalement de défendre l'indépendance politique de la classe ouvrière par la consolidation de sa propre organisation et de l'unité des trois centrales.

# LES ACTIVITÉS DU COMITÉ QUÉBEC-CHILI

## BREF BILAN DE LA JOURNEE DU 23 SEPTEMBRE

Conçue comme une journée visant à informer et à développer la solidarité des Québécois avec le Chili, le 23 septembre a constitué, comme par le passé, une pointe dans les activités du **Comité Québéc-Chili**. Toutes les activités : films, ateliers, discours, diaporamas, etc. ont été élaborées en collaboration entre chiliens et militants du **Comité Québec-Chili**, du **Secrétariat Québec-Amérique Latine** et enfin du **CenTae international de solidarité ouvrière**.

Durant l'après-midi, environ 140 participants ont pris part à 5 ateliers dont les thèmes étaient : 1) Initiation à l'histoire du Chili. 2) La répression au Chili. 3) Les organisations politiques de la Résistance chilienne. 4) La résistance syndicale. 5) Les relations Canada-Chili. Bien que le fonctionnement ait été inégal, le choix des thèmes s'est avéré judicieux, l'utilisation de textes et/ou de documents audiovisuels de présentation a contribué à orienter la discussion. D'une manière générale, les participants sont repartis satisfaits de l'information recueillie, des échanges. Plusieurs sont venus pour se mettre à jour sur la question du Chili, pour apprendre ce qui s'était passé au cours de la dernière année. Les organisateurs des ateliers, outre la transmission d'information, espéraient aussi pouvoir développer diverses formes d'appui concret. Cet objectif n'a pas toutefois été pleinement réalisé. La plupart des ateliers n'ont pas eu de retombées concrètes. Mais, était-ce seulement possible ? Pouvait-on espérer que les participants aux ateliers élaborent des stratégies d'action, par exemple sur le boycott, alors que le **Comité Québec-Chili** n'a pas encore réussi à trancher là-dessus : réalisable ou non ? Comment ? D'autre part, peut-être pourrions-nous envisager des ateliers à divers moments de l'année atteignant sur les lieux de regroupement des militants des syndicats, des groupes populaires ou des organismes à préoccupation internationalistes.

Environ 700 personnes dont un bon nombre des milieux syndicaux ont assisté à la soirée. On y a parlé de la résistance populaire au Chili, de la remontée du mouvement syndical, des investissements canadiens au Chili, du Nicaragua et de l'Equateur. Nous avions voulu diversifier la présentation : diaporama, discours, musique dans un style dépourvu de vedettariat. Ce fut cependant trop long, beaucoup trop long. La prochaine fois, il faudra couper de moitié tout en accordant au chant et à la musique une importance relative plus grande.

Nous envisageons pour l'avenir une collaboration plus étroite et plus régulière, tout au long de l'année, avec les chiliens vivant au Québec de même que l'organisation de tâches concrètes de soutien telles l'adoption de prisonniers politiques ou de leurs familles. Il va aussi falloir prendre position sur le boycott des produits chiliens, poursuivre la réflexion sur la manière de mener la lutte contre les relations qu'entretiennent le gouvernement et les compagnies du Canada avec le Chili.

## DOCUMENTS AUDIO-VISUELS

Des militants du Comité Québec-Chili ont réalisé 2 diaporamas :

a) **Le Chili avant et après '73.**
D'une durée de 25 minutes, ce diaporama rappelle les principales réalisations du gouvernement de l'Unité populaire (1970-73) et les tactiques de déstabilisation de l'U.P. par l'impérialisme américain. Il tente enfin de souligner ce qui unit les travailleurs et le peuple québécois à ceux du Chili.

b) **Amérique Latine... Soutenir leur lutte c'est faire avancer la nôtre.**
Ce diaporama d'une durée de 30 minutes (et qui a été présenté à la soirée du 23 septembre) rapporte l'histoire de la domination impérialiste et des luttes ouvrières en Amérique Latine.

Ces documents audio-visuels ont été conçus pour être présentés à des militants syndicaux ou de groupes populaires. Ils sont disponibles **gratuitement** au Comité Québec-Chili (356 Ontario est, Montréal, Tél. : 842-8459).

## PARTICIPATION DU COMITE QUEBEC-CHILI A LA CONFERENCE DE MADRID

**Q. Tu es allée à la Conférence mondiale de solidarité avec le Chili qui s'est tenue à Madrid (en Espagne) du 9 au 12 novembre, de quoi s'agissait-il ?**
*R. Cette conférence était organisée par "Chile Democratico", le bureau de la gauche chilienne en Europe, situé à Rome, en collaboration avec des partis politiques espagnols, du centre et de la gauche traditionnelle. La Conférence avait comme but de revitaliser le mouvement international de solidarité avec le Chili et visait l'isolement de la dictature. Le moment choisi correspondait à l'ouverture de la séance des Nations Unis sur les droits de l'homme. Explicitement, on tentait de faire pression sur l'ONU afin que soit maintenu le comité "ad hoc" sur les droits de l'homme au Chili.*

**Q. Qui participait à cette conférence ?**
*R. Des personnes – à la conférence on disait des "personnalités" – venant de secteurs idéologique, professionnel, social très variés. Il y avait des dirigeants politiques, des syndicalistes, des religieux, des intellectuels, des artistes et des militants de groupes de solidarité des cinq continents et d'environ 100 pays.*

**Q. Les objectifs ont-ils été atteints ?**
*R. D'une part, on est arrivé à une déclaration commune sur la nécessité d'accroître l'isolement de la dictature et d'intensifier l'appui aux forces progressistes et démocratiques chiliennes. Mais d'après mois l'enjeu de la conférence ne se situait pas là, il y avait d'autres objectifs, non avoués publiquement mais quand même très présents, des objectifs essentiellement politiques.*

**Q. Quels étaient ces objectifs et en quoi interviennent-ils dans la situation politique chilienne ?**
*R. En fait, très schématiquement, disons qu'il y a plusieurs projets politiques qui s'affrontent en ce moment dans le cas du Chili. Il y a le projet de la fraction dominante de l'impérialisme américain, c'est celui qui est en train de se réaliser, ça c'est clair. Mais il y en a d'autres aussi. Il y a celui du Parti communiste chilien (PC) appuyé par le **Mouvement communiste international**, c'est la lutte contre la dictature et pour l'établissement de formes démocratiques bourgeoises, bref la lutte anti-fasciste comme ils disent. Pour ce faire le PC compte sur l'appui des forces de la gauche (UP) mais aussi sur celles de l'opposition bourgeoise et en particulier sur l'appui de la Démocratie chrétienne (DC). Ce projet a peu de chances parce que la DC s'y refuse.*

*S'y opposant, il y a le projet des* ***organisations révolutionnaires*** *chiliennes qui chercheront à développer le Mouvement populaire de Résistance comme base essentiel d'un nouveau projet de société. Puis il y a un autre projet, en gros, disons qu'il s'agit d'un projet véhiculé par des forces bourgeoises et petites bourgeoises démocratiques dans la mouvance de la* ***social-démocratie européenne****. Ce courant avec l'Allemagne fédérale en tête tente de se tailler une place en Amérique latine (Vénézuela, Equateur, etc...). C'est un projet qui s'oppose jusqu'à un certain point à celui de l'impérialisme américain mais qui est fondamentalement un projet bourgeois capitaliste et nécessairement répressif et anti-populaire. On assiste, en ce moment, à la cristallisation de ce courant à l'intérieur des forces anti-dictatoriales chiliennes. En font partie des forces politiques issues de la DC, des partis sociaux-démocrates classiques, comme le Parti Radical, et aussi du Parti Socialiste.*

*On voit donc que la situation s'est compliquée. Il ne s'agit plus seulement de la confrontation entre un projet réformiste de gauche et un projet révolutionnaire mais bien de la confrontation entre trois projets différents avec chacun une stratégie d'alliance au niveau local et international. Ces projets ne concernent pas seulement le Chili mais plus largement l'Amérique latine. Dans cette lutte, chaque courant politique chilien compte sur un appui international. C'est cela qui se passait à la conférence, les forces politiques chiliennes étaient à la recherche d'appui et d'alliances pour leur projet politique.*

# ABONNEZ-VOUS

## DÈS MAINTENANT

AU

*BULLETIN*

# CHILI
## INFORMATIONS
# QUÉBEC

---

• *Je désire recevoir le BULLETIN CHILI-QUÉBEC INFORMATIONS*

**NOM:** .....

**ADRESSE:** .....

**TELEPHONE:** dom.:.....trav.: .....

Abonnement **ANNUEL REGULIER** $10.00 ☐ de **SOUTIEN** $20.00 ☐

ou Réabonnement

Ci-joint $_____ en **ESPECE** ☐ en **CHEQUE** ☐ en **MANDAT-POSTE** ☐

Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre du **COMITE QUEBEC-CHILI** et retournez-le à: 356 est, rue Ontario, Montréal, Qué.

---

# LE CHARNIER DE SANTIAGO.

En mai dernier, les familles des disparus-politiques ont fait une grève de la faim pour que la Junte Militaire admette:

- soit que les diaparus-politiques ont été tués,
- soit qu'ils sont vivants et alors qu'ils soient mis en liberté.

La Junte n'a jamais répondu!

Mais les révélations d'un ex-agent de la DINA à un curé ont permis de trouver plus de 25 disparus politiques abattus par la Junte Militaire, dans une ancienne carrière à 50 km. de Santiago.

Ce fait nouveau confirme que le kidnapping d'opposants au régime est une méthode institutionnalisée de domination contre le peuple chilien, et non pas de malheureux accidents de parcours comme voudrait le faire croire Pinochet.

La Junte Militaire juge qu'elle a atteint les standards conformes à la politique des droits humains de Carter. Elle s'apprête à demander la dissolution de la commission "ad hoc" des Nations-Unies pour le Chili.

Nous faisons appel au peuple québécois, aux groupes populaires, aux syndicats pour qu'ils fassent pression sur le gouvernement canadien, le secrétaire-général des Nations-Unies afin:

1- qu'une enquête complète soit faite par la Cour Suprême du Chili pour connaître l'identité des cadavres du charnier de Santiago;

2- que soit maintenue la commission "ad hoc" de l'ONU;

3- que la Junte donne une réponse satisfaisante sur le sort des 2500 disparus, en commençant par les 650 dont elle possède les dossiers complets.

4- que l'Etat canadien arrête ses politiques d'assistance aux investisseurs canadiens au Chili.

Bureau des prisonniers politiques

Comité Québec-Chili